

## VERS UNE CROISSANCE PLUS SOUTENUE ET INCLUSIVE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

*Malgré les progrès récents, la croissance régionale reste trop faible et ses bénéficiaires sont trop peu nombreux. Les revenus moyens stagnent et la pauvreté augmente dans les zones de conflit. L'absence de perspectives d'emploi et d'accès à des services publics abordables et de qualité alimente une grande frustration. L'appel lancé durant la conférence d'Amman en 2014<sup>1</sup> en vue de générer une croissance solide, de créer des emplois, de garantir l'égalité des chances et de protéger les plus vulnérables reste d'actualité.*

*La hausse récente de la croissance dans la région et le rebond de l'économie mondiale offrent une occasion de mettre en œuvre des réformes qui amélioreront les perspectives de croissance à moyen terme et profiteront à tous. Les politiques budgétaires devraient soutenir les activités susceptibles d'accroître la croissance et de créer des opportunités pour tous en s'appuyant sur des dépenses sociales plus efficaces et efficaces, une fiscalité juste et bien ciblée et des aides pour les plus vulnérables. Les politiques relatives au marché du travail doivent favoriser la création d'emplois et offrir les mêmes chances de travail à tous les hommes et toutes les femmes. L'essor du secteur privé nécessite des systèmes financiers et une réglementation efficaces, définissant des règles du jeu équitables, gages de la réussite des entreprises. La bonne gouvernance et la transparence sont essentielles pour favoriser une plus grande participation des citoyens. La conférence «[Opportunités pour tous](#)» réfléchira à la **manière** dont la région peut faire avancer et intensifier la mise en œuvre des réformes.*

*Cette note de présentation générale offre un contexte pour la discussion : elle récapitule la situation de la région au regard des indicateurs de croissance inclusive, les réformes en cours et les mesures qui restent nécessaires pour assurer l'égalité des chances. Elle est accompagnée de trois documents complémentaires présentant plus en détail des faits essentiels concernant la création d'emplois, les groupes exclus et les progrès des politiques budgétaires visant à soutenir une croissance inclusive dans la région<sup>2</sup>. Ces documents étudient les facteurs déterminants les performances et présentent les expériences nationales de mise en œuvre des réformes dans ces domaines. Ils définissent également les priorités d'action qui permettraient non seulement d'approuver les réformes propices à une croissance inclusive mais de les mettre en œuvre avec plus d'efficacité.*

---

<sup>1</sup> La conférence intitulée «Construire l'avenir: emploi, croissance et équité dans le monde arabe» s'est tenue à Amman en mai 2014, organisée par le gouvernement de Jordanie, le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et le FMI. Les autorités publiques de la région ont pu y échanger sur les éléments nécessaires pour fonder une vision économique en faveur d'une croissance forte et inclusive, notamment en tirant les leçons des transformations économiques opérées ailleurs dans le monde.

<sup>2</sup> Ces documents ont été préparés sous la direction d'Aasim Husain et d'Adnan Mazarei. L'équipe pilotée par Catriona Purfield, Harald Finger et Karen Ongley comprenait Bénédicte Baduel, Carolina Castellanos, Alexei Kireyev, Gaëlle Pierre, Vahram Stepanyan, Erik Roos et Jorge De Leon Miranda, avec le concours de Magali Pinat et des révisions effectuées par les équipes-pays du Département Moyen-Orient et Asie centrale, des contributions du Département de la communication, du Département des finances publiques, de l'Institut pour le développement des capacités, du Département des stratégies, des politiques et de l'évaluation et du Département des statistiques. Les auteurs remercient Esther George et Olivier Lamy pour leur assistance.

**Groupements et abréviations :** les pays sont regroupés comme suit : pays avancés de la région MENA (PA-MENA); Arabie saoudite (SAU), Bahreïn (BHR), Émirats arabes unis (ÉAU), Koweït (KWT), Oman (OMN), Qatar (QAT), pays émergents de la région MENA (PE-MENA); Algérie (DZA), Cisjordanie et Gaza (C&G), Égypte (EGY), Iran (IRN), Iraq (IRQ), Jordanie (JOR), Liban (LBN), Libye (LBY), Maroc (MAR) et Tunisie (TUN); et pays à faible revenu de la région MENA (PFR-MENA); Afghanistan, Djibouti (DJI), Mauritanie (MRT), Pakistan (PAK), Soudan (SDN), Somalie (SOM) et Yémen (YMN). La Syrie est exclue faute de données.

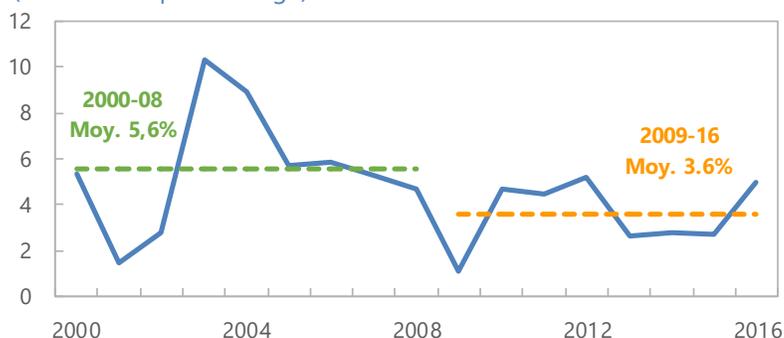
## La croissance régionale est-elle suffisante?

### Une croissance toujours atone...

Dynamique au milieu de la décennie 2000, la croissance dans la région a manqué de vigueur durant la majeure partie de la dernière décennie, très pénalisée par la crise financière mondiale, puis par une série de facteurs : ralentissement de la croissance chez les partenaires commerciaux, chute des cours du pétrole depuis 2014, persistance de conflits régionaux et une tendance de plus long terme de stagnation voire de baisse tendancielle de la productivité dans les pays de la région. Malgré la hausse de la croissance moyenne du PIB régional en 2016, le taux de croissance moyen depuis 2009 est inférieur d'un tiers au taux moyen enregistré entre 2000 et 2008 et a baissé de plus de moitié par rapport au pic de 2003.

#### MENA: Croissance du PIB réel

(Variation en pourcentage)



Sources: autorités nationales; calculs des services du FMI.

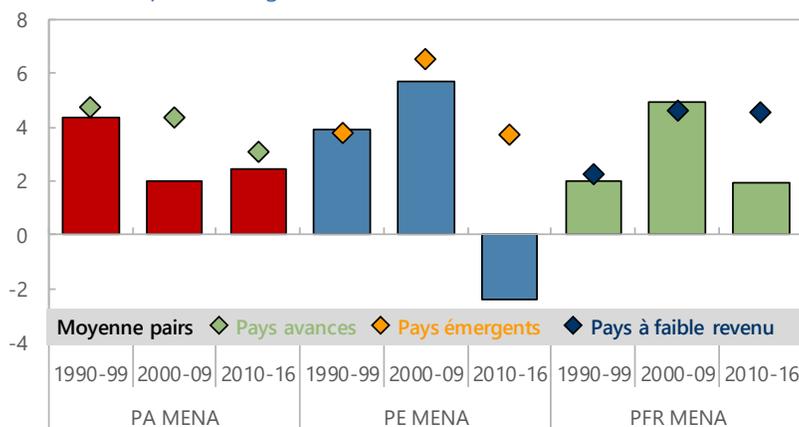
Note: La moyenne régionale est pondérée par le PIB corrigé des parités de pouvoir d'achat.

### ...a entraîné la stagnation des revenus...

Le revenu moyen par habitant a stagné au cours de la période 2013-16, en hausse de seulement 0,8 % par an, contribuant au creusement de l'écart de revenu avec les autres régions apparu durant la décennie précédente.

#### Croissance du PIB par habitant

(Variation en pourcentage, en dollars internationaux de 2011 constants)



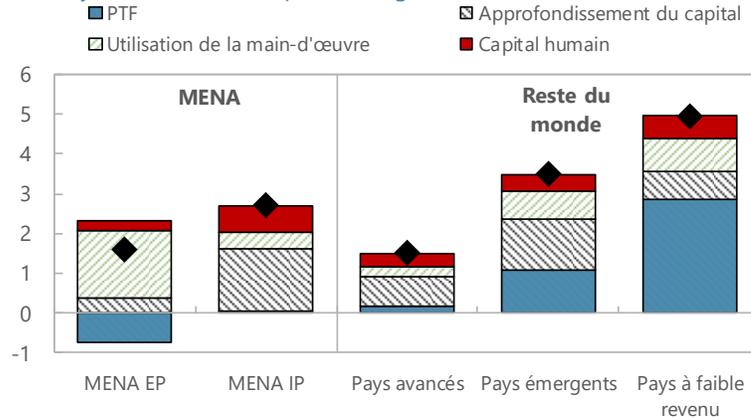
Sources: autorités nationales; calculs des services du FMI.

**Des réformes audacieuses sont nécessaires pour dynamiser la croissance régionale**

Pour tirer parti du rebond de la croissance mondiale, la région doit mettre en œuvre des réformes pour améliorer l'efficacité des investissements en capital et la productivité. Ceci permettrait de mettre un terme à l'effet négatif sur la croissance des taux d'emploi faibles, de l'inefficacité des investissements et de la faible productivité (PTF) observés pendant la dernière décennie.

**Décomposition du PIB réel par habitant, 2000-14**

(Moyenne annuelle, en pourcentage)



Sources: Dabla-Norris et al., 2013.

Note: MENA EP: DZA, BHR, IRN, IRQ, KWT, LBY, OMN, QAT, SAU, ARE et YEM; MENA IP: AFG, DJI, EGY, JOR, LBN, MRT, MAR, PAK, SOM, SDN, SYR et TUN.

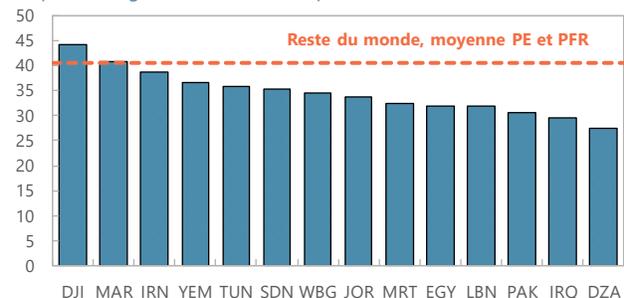
**La croissance régionale est-elle assez inclusive?**

**La croissance n'a pas profité à tous...**

À première vue, les indicateurs relatifs à la pauvreté et aux inégalités semblent relativement bas. L'inégalité des revenus, mesurée par le coefficient de Gini, est comprise entre 0,28 en Algérie et 0,44 à Djibouti. Elle est donc généralement inférieure à ce que l'on constate dans d'autres régions. La classe moyenne constitue une part significative de la population dans les pays de la région, mais les données disponibles montrent qu'elle s'est développée moins vite qu'ailleurs (FMI, 2014). Le taux déclaré d'extrême pauvreté (1,90 dollar par jour) est faible. Néanmoins, d'après le Programme des Nations Unies pour le développement, de 26 à 51 % des habitants des pays émergents et des pays à faible revenu de la région MENA sont pauvres sur la base de critères multidimensionnels. Le taux de pauvreté est également élevé dans les zones rurales et défavorisées. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2007) estime que près de 60 % des pauvres en Algérie, en Cisjordanie et à Gaza, en Égypte, au Maroc et au Soudan vivent en zone rurale. La pauvreté progresse aussi fortement dans les pays en conflit (Iraq, Libye, Syrie et Yémen).

### Coefficient Gini pour les pays de la région MENA

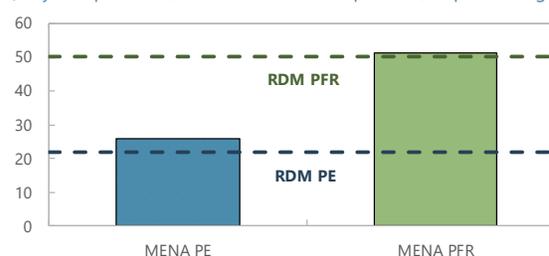
(En pourcentage, dernière valeur disponible)



Sources: Banque mondiale; calculs des services du FMI.

### Population vivant en situation de pauvreté multidimensionnelle

(Moyenne pondérée, dernières données disponibles, en pourcentage)



Sources: PNUD, Indice de pauvreté multidimensionnelle : les pays avancés MENA ont été exclus en raison du manque de données disponibles. La pauvreté multidimensionnelle inclut les dimensions santé, éducation et niveau de vie.

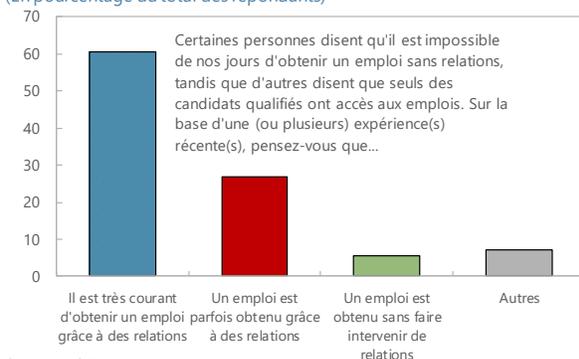
### ...et les inégalités d'opportunités, d'accès aux services publics et à l'emploi sont préoccupantes

Les citoyens de la région s'inquiètent du fait que les opportunités et l'accès aux services publics ne sont pas les mêmes pour tous. D'après l'enquête « Arab Barometer », 70 % des citoyens estiment que « les efforts gouvernementaux pour réduire l'écart entre les riches et les pauvres sont peu, voire très peu, efficaces » et ils sont 60 % à considérer que l'amélioration des services essentiels de santé est insuffisante. Trois personnes sur cinq pensent aussi qu'avoir des relations (*wasta*) est déterminant pour trouver un emploi.

Les écarts en termes d'accès aux services publics essentiels et aux services financiers sont importants. En milieu rural, le pourcentage d'accès à un meilleur assainissement est inférieur de 10 points (83 %) à ce qu'il est en ville. En Égypte, au Maroc, au Yémen et en Syrie, les enfants dont les revenus se situent dans les deux centiles inférieurs souffrent de malnutrition chronique. En Haute-Égypte, les enfants de familles rurales ont 3,4 fois moins de chance d'aller à l'école primaire que leurs camarades citadins. Soixante-dix pour cent des adultes de la région ne possèdent pas de compte bancaire.

### Accès à l'emploi : rôle des relations

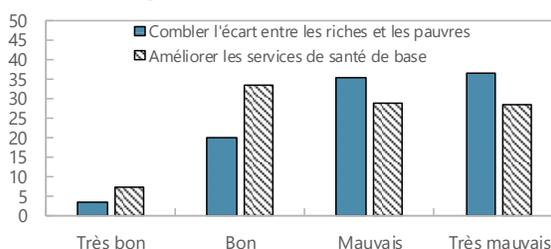
(En pourcentage du total des répondants)



Sources: Arab Barometer III.

### Perception de l'inclusion: Efficacité des efforts des gouvernements pour:

(En pourcentage des répondants)



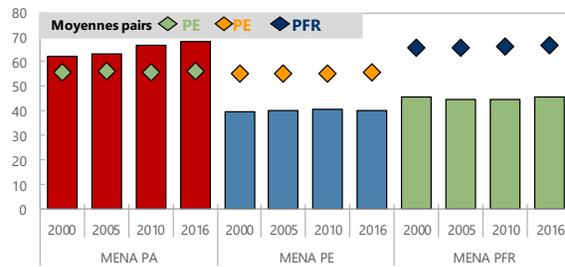
Source : Arab Barometer III. Le sondage Arab Barometer a été effectué pour la période 2012-2014 dans 12 pays : DZA, EGY, IRG, JOR, KWT, LBN, LBY, MAR, SAU, SDN, TUN et WBG.

### La croissance a aussi échoué à créer suffisamment d'emplois

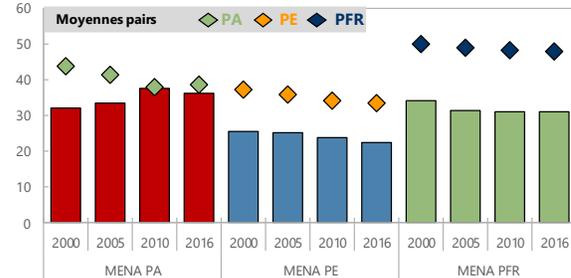
La région affiche des taux d'emploi parmi les plus faibles du monde. Moins d'un adulte sur deux travaille, ce qui découle pour une large part de la faible participation des femmes, qui ont trois fois moins de chances d'être dans la population active que les hommes et près de deux fois plus de risques d'être

au chômage. Dans la région, chaque point de pourcentage de croissance a généré une croissance de l'emploi de 0,25 point chez les exportateurs de pétrole et de 0,39 point chez les importateurs de pétrole, comparable aux autres pays émergents et pays à faible revenu, mais bien en deçà de ce qu'il faudrait pour donner du travail à une population jeune de plus en plus nombreuse.

**Emploi / Population âgée de plus de 15 ans**  
(moyenne régionale, en pourcentage)



**Emploi / Population des jeunes**  
(moyenne régionale, en pourcentage)



**Plus de 27,6 millions de jeunes arriveront sur le marché du travail durant les cinq prochaines années**

La région fait également face à des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes. En 2016, le taux de chômage était de 10,6 % et environ 25 % des jeunes étaient sans emploi. L'enquête de 2017 sur la jeunesse arabe (ASDA'A Burson-Marsteller) révèle que 35 % des jeunes arabes considèrent le chômage comme le principal défi à relever au Moyen-Orient.

Avec une population composée à plus de 60 % de personnes de moins de 30 ans, la région a désespérément besoin d'une croissance plus vigoureuse et de plus d'emplois. Selon les toutes dernières estimations de l'Organisation internationale du travail, environ 5,5 millions de jeunes arriveront chaque année sur le marché du travail dans les 5 prochaines années.

**Créer des emplois stimulera la croissance**

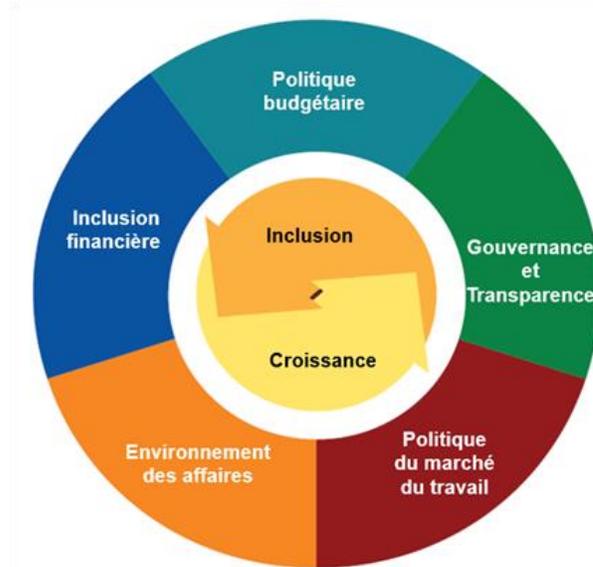
Les jeunes hommes et femmes de la région représentent un immense potentiel de stimulation de la croissance si des opportunités professionnelles leur sont offertes. Si la croissance annuelle de l'emploi pouvait augmenter de 0,5 point supplémentaire, la croissance du PIB réel atteindrait 5,5 % par an et le revenu réel par habitant progresserait de 3,8 % chaque année. En revanche, si le rythme de croissance et de création d'emplois ne s'accélère pas, le chômage pourrait s'élever à 14 % d'ici 2030 et le taux d'activité, stagner.

## Priorités d'action pour promouvoir l'égalité des chances

**Un large éventail de réformes est nécessaire pour promouvoir une croissance inclusive**

La stabilité macroéconomique est une condition nécessaire pour que le secteur privé prospère et crée des emplois. Mais il faut aussi engager une masse critique de réformes pour supprimer les obstacles à la croissance et diversifier l'économie. En consultation avec les citoyens, les gouvernements des pays de la région MENA devront définir les priorités de réforme, garantir

la bonne mise en œuvre des politiques décidées et protéger les plus vulnérables ou ceux que les réformes pénalisent.



**Le FMI redouble d'efforts pour soutenir les réformes nationales en faveur d'une croissance inclusive**

Ces deux ou trois dernières années, le FMI s'est engagé dans un dialogue avec les pays de la région MENA sur la croissance inclusive en s'appuyant sur un diagnostic des politiques et un renforcement des capacités dans les principaux domaines d'expertise du FMI. Les consultations menées au titre de l'article IV ont traité de questions telles que la participation des femmes dans l'économie et les inégalités à Djibouti, en Iran, en Jordanie, en Mauritanie, au Maroc, au Pakistan et au Soudan. Dans les programmes, les initiatives visant à relever les défis d'une croissance inclusive et à mieux protéger les plus vulnérables des effets des réformes ont inclus la fixation de seuils de dépenses sociales, l'augmentation des ressources budgétaires en faveur des services de garde d'enfants ou encore le soutien aux mesures de lutte contre la corruption en Afghanistan, en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Pakistan et en Tunisie. Le Centre d'assistance technique du Moyen-Orient qui se trouve au Liban a soutenu les réformes pour une croissance inclusive menées en Algérie, en Égypte, en Jordanie, en Iraq, au Liban, au Maroc et au Soudan. Le Centre d'études économiques et financières du FMI au Moyen-Orient, basé au Koweït propose des formations liées à la théorie de la croissance inclusive et aux politiques qui en découlent.

**Il faut encore accélérer les progrès et approfondir les réformes pour**

Comme le souligne le document d'accompagnement [MENA citizens want better public services and to narrow the gap between rich and poor](#), la politique budgétaire est un levier essentiel pour les gouvernements voulant garantir un partage plus large des bénéfices de la croissance. Il faut engager

**améliorer la qualité et l'équité des services publics et de la fiscalité ...**

des réformes pour améliorer la qualité et l'accès à l'enseignement public, à la santé, aux infrastructures de base et mettre en place des filets de sécurité pour les plus vulnérables. Créer des marges de manœuvre pour augmenter les dépenses sociales et les investissements nécessite un élargissement de l'assiette de l'impôt et une fiscalité plus équitable. Plus de transparence et une participation citoyenne accrues seraient utiles pour lutter contre la corruption.

**...favoriser l'essor du secteur privé...**

[Unlocking the potential of MENA people](#) souligne que la création d'emplois doit s'inscrire dans une démarche globale fondée sur des réformes visant à diversifier et développer le secteur privé. À cet effet, il faut améliorer l'environnement des affaires et le cadre réglementaire, élargir l'accès aux financements et veiller à l'égalité des opportunités pour que les petites entreprises puissent livrer concurrence aux grandes entreprises et aux entreprises d'État. Des politiques destinées à attirer les investisseurs étrangers, promouvoir l'innovation et permettre une meilleure intégration de la région MENA dans les réseaux commerciaux mondiaux renforceraient l'impact des réformes. Les systèmes d'éducation et de formation nationaux doivent aussi préparer une main-d'œuvre adaptable et qualifiée, gage d'un secteur privé très dynamique.

**...lutter contre la corruption et garantir l'égalité des chances aux femmes, aux jeunes, aux collectivités rurales et aux réfugiés.**

Le document [Enabling inclusion in MENA](#) plaide en faveur d'interventions pour traiter les problèmes de corruption et d'exclusion financière et les obstacles auxquels se heurtent les jeunes, les femmes, les collectivités rurales et les réfugiés. Des institutions solides, une transparence accrue, des gouvernements efficaces et responsables peuvent contribuer à ce que les réformes inspirent confiance aux citoyens. Les technologies financières, la microfinance et la finance islamique pourraient promouvoir l'inclusion financière. Pour élargir les possibilités offertes aux femmes, il faut leur garantir l'égalité des droits et prévoir des services de garde d'enfants et de garde d'enfants et assurer la sécurité dans les transports. Les services publics en zone rurale doivent être améliorés. Des aides financières sont nécessaires pour les collectivités qui accueillent des réfugiés.

**Les pays de la région MENA ont des projets pour promouvoir une croissance inclusive**

Les pays de la région ont mis la croissance inclusive et la création d'emplois au centre de leurs programmes et stratégies de développement (voir encadré 1). Ces programmes promeuvent un rôle accru du secteur privé, la diversification de l'économie et des politiques budgétaires mieux ciblées pour favoriser une accélération de la croissance, des créations d'emplois et l'inclusion.

**Des marges de manœuvre sont dégagées pour augmenter tant le**

En matière budgétaire, les gouvernements s'efforcent d'augmenter (ou de préserver, quand l'assainissement des finances publiques l'exige) le volume et l'efficacité des dépenses sociales, surtout dans les domaines de l'éducation et de la santé, de manière à mieux cibler les plus vulnérables et obtenir de

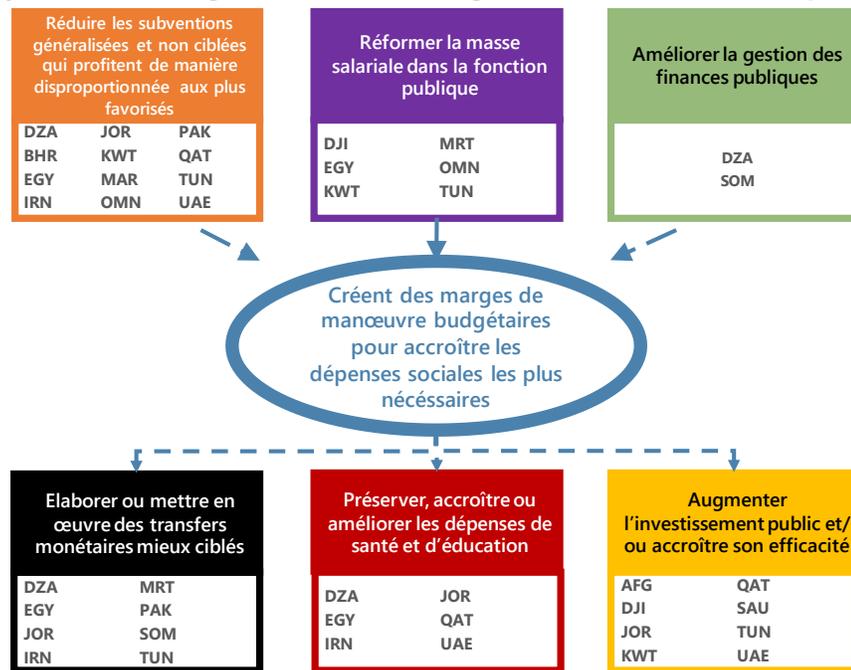
**volume que l'efficacité des dépenses sociales et d'investissement...**

meilleurs résultats. Des mesures sont également appliquées pour améliorer l'efficacité des investissements publics. L'Afghanistan et le Maroc ont opté pour un processus budgétaire favorisant l'égalité entre les sexes, ce que l'Égypte projette de faire en 2018/19.

Néanmoins, les dépenses sociales dans la région (11 % du PIB) demeurent moins importantes qu'ailleurs. Un cinquième seulement des transferts sociaux bénéficient aux 40 % les plus pauvres. D'énormes progrès sont encore à réaliser pour élargir l'accès aux services publics et en améliorer la qualité.

Il est urgent que les pays à faible revenu, en conflit ou fragiles soient soutenus par la communauté internationale pour financer l'aide humanitaire, les dépenses sociales et les opérations de reconstruction dont ils ont besoin. Selon les estimations de la Banque mondiale, les dommages provoqués par les conflits en Libye, en Syrie et au Yémen avoisinent 300 milliards de dollars.

**Pays créant des marges de manoeuvre budgétaires en réorientant les dépenses**



Source: Enquête auprès des équipes FMI MENA.

**...en réformant les dépenses...**

Bon nombre de pays abandonnent progressivement les subventions aux carburants généralisées, réaffectent les ressources ainsi dégagées à des programmes de transferts monétaires mieux ciblés et augmentent certaines autres dépenses sociales au profit des plus vulnérables. Douze pays de la région ont commencé ou achevé leur réforme des subventions aux carburants, lesquelles ont été divisées de moitié depuis 2010 (2,2 % du PIB). En Égypte, les transferts monétaires ciblés dont bénéficiaient 160 000 ménages il y a deux

... et en augmentant les recettes fiscales tout en les prélevant de manière équitable

ans ont été étendus à 2 millions de ménages en 2017/18.

Les gouvernements prennent également des mesures pour accroître les recettes fiscales qui financeront leurs dépenses sociales et d'investissement. L'Égypte prélève désormais une taxe sur la valeur ajoutée (TVA), à l'instar d'environ 140 autres pays dans le monde. Plusieurs pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) appliqueront une TVA à partir de 2018. Les pays qui ont introduit la TVA se sont efforcés de protéger les ménages modestes en excluant les denrées alimentaires de base et en fixant le seuil d'assujettissement de manière à ce que les petites entreprises soient exemptées. En outre, les pays de la région élargissent l'assiette de la taxe sur les plus-values immobilières (Djibouti) ou exemptent d'impôt sur le revenu les contribuables les moins riches (Tunisie, Djibouti).

Cependant, le ratio recettes fiscales/PIB reste faible dans la région, en-dessous de 10 %. Dans de nombreux pays, il est possible de percevoir des recettes plus substantielles afin de financer les réformes en faveur d'une croissance inclusive. Les pays de la région doivent s'attaquer à la fraude fiscale, supprimer les niches fiscales, augmenter la progressivité et exploiter tout le potentiel des impôts sur le patrimoine et la fortune. L'effet redistributif des mesures fiscales et les transferts qu'elles financent doivent être soigneusement évalués pour en assurer l'équité et mieux protéger les groupes vulnérables. Les pays doivent disposer pour cela de données plus fiables, qu'elles proviennent du fisc ou d'enquêtes sur les ménages.

**Pays créant des marges de manœuvre budgétaires en accroissant les recettes**

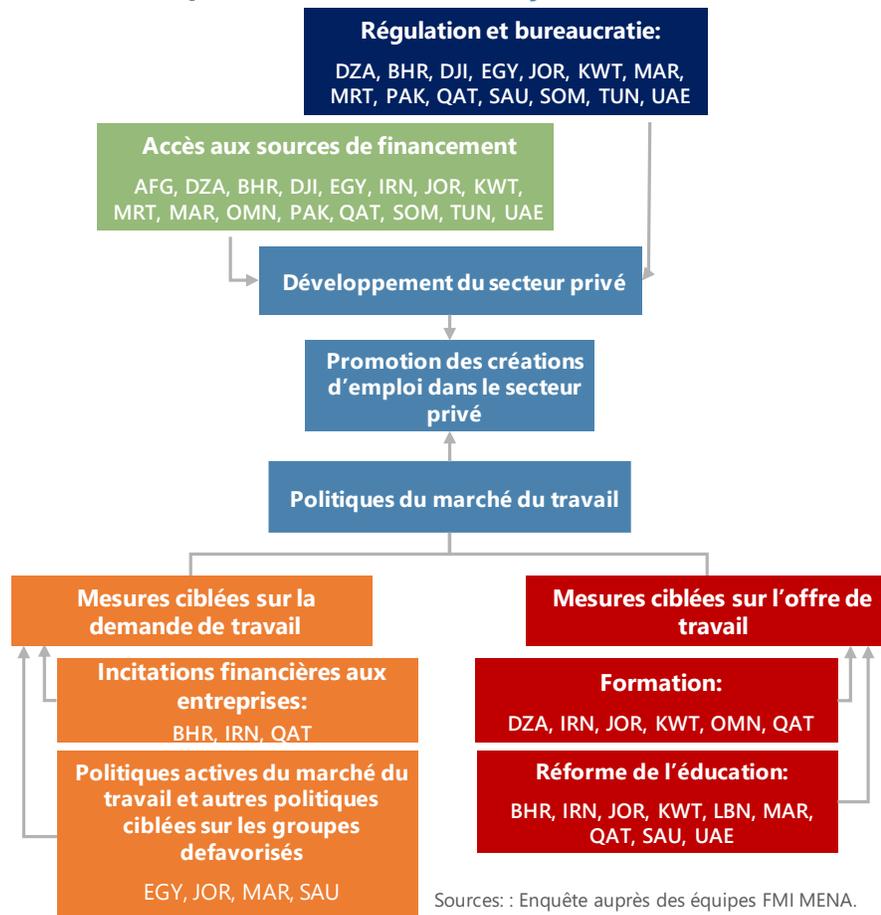
|  |   |
|--|---|
| Mise en place ou hausse des droits d'accises                           | • BHR • KWT • SAU<br>• EGY • OMN • UAE<br>• JOR • QAT |
| Mise en place ou hausse de la TVA (y compris projets de mise en œuvre) | • BHR • OMN • UAE<br>• EGY • QAT<br>• KWT • SAU       |
| Réduction des exonérations de taxe                                     | • JOR<br>• MAR<br>• PAK                               |
| Élargissement de l'assiette  | • JOR • WBG<br>• PAK<br>• TUN                         |
| Augmentation de la progressivité                                       | • DJI<br>• JOR<br>• TUN                               |
| Hausse des recettes non fiscales                                       | • AFG   |

Source: Enquête auprès des équipes FMI MENA.

**Les gouvernements améliorent l'environnement des affaires pour soutenir l'essor du secteur privé**

Le développement du secteur privé, qui est le moteur de la création d'emplois maintenant que la marge de manœuvre budgétaire est limitée et que l'État ne peut plus être l'employeur de premier ressort, est une priorité essentielle au regard de la croissance inclusive. L'Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Koweït, la Mauritanie, le Maroc, le Pakistan, le Qatar et la Tunisie ont mis en œuvre des politiques destinées à réduire les délais et les coûts de création d'une entreprise, en introduisant le guichet unique d'immatriculation et en recourant parfois aux technologies de l'administration en ligne. L'Arabie saoudite, le Maroc, la Tunisie et le Soudan ont simplifié leurs procédures douanières. Plusieurs pays ont adopté de nouvelles lois concernant les petites et moyennes entreprises (Algérie) ; les partenariats public-privé (Algérie, Koweït, Qatar) ; ou les faillites (Émirats arabes unis). L'Arabie saoudite et le Koweït ont pris des mesures pour faciliter l'investissement étranger direct.

**Pays favorisant le développement du secteur privé et des politiques du marché du travail favorables à la création d'emplois dans le secteur privé et à l'inclusion des jeunes et des femmes**



**Ils prennent également des mesures pour...**

Grâce aux progrès de pays tels que Djibouti, les Émirats arabes unis, la Mauritanie et le Maroc, la région a vu son indice « Doing Business » de réglementation des affaires (Banque mondiale) s'élever à 47 % en-dessous du niveau du pays le mieux classé en 2018. La marge de progression reste considérable, d'autant que le climat des affaires est très variable selon les pays. Pour améliorer encore le climat des affaires dans la région, il faut :

**...élargir l'accès des personnes physiques et des PME aux sources de financements...**

\* *régler le problème de l'accès aux financements*, principal obstacle au développement du secteur privé dans la région MENA. Soixante-dix pour cent des habitants n'ont pas de compte bancaire. Le ratio du crédit aux PME est le plus faible au monde (2 % du PIB), alors même que les PME représentent 60 % des emplois. De nombreux pays élargissent l'accès aux financements pour les PME (Algérie, CCG, Djibouti, Égypte, Jordanie, Maroc, Iran, Pakistan) et les femmes (Jordanie, Pakistan, Somalie), en développant la banque mobile (Djibouti, Jordanie, Maroc, Pakistan, Somalie) et la finance islamique (Djibouti, Mauritanie, Maroc, Pakistan) ;

**...mieux préparer les jeunes à travailler dans le secteur privé...**

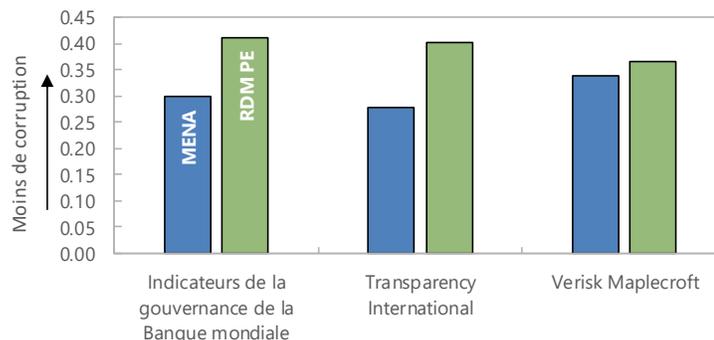
\* *améliorer les perspectives d'emploi des chômeurs*. Des mesures voient le jour pour améliorer les compétences des travailleurs et doper la demande de main-d'œuvre dans le secteur privé. Des politiques actives du marché du travail ciblant les femmes et les jeunes sont mises en œuvre en Arabie saoudite, en Égypte, en Jordanie et au Maroc. Les taux de scolarisation étant déjà relativement élevés (environ 80 % dans le primaire), les pays cherchent à renforcer la qualité et l'efficacité de l'enseignement, car la région a des résultats médiocres selon des critères internationaux : sa note moyenne de mathématiques dans les tests internationaux (étude TIMMS) est inférieure de 20 % à la note moyenne de pays équivalents ;

**...et améliorer la gouvernance ; en revanche, la lutte contre la corruption exige des efforts plus concertés.**

\* *renforcer la gouvernance*. Le Maroc, la Somalie et la Tunisie ont pris des mesures pour lutter contre la corruption et promouvoir la transparence. Plusieurs pays ont aussi appliqué des politiques destinées à améliorer la gestion des finances publiques (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie, Oman, Qatar), voire la gouvernance des entreprises d'État. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Oman ont introduit des indicateurs de résultats. L'administration en ligne constitue souvent un élément clé de ces réformes : Bahreïn et les Émirats arabes unis arrivent en tête du classement selon l'indice de développement de l'administration en ligne élaboré par les Nations Unies. Pour autant, les citoyens continuent de juger que la corruption est préoccupante et il faut donc encore progresser dans ce domaine.

## Lutte contre la corruption

(Moyenne, score standard normalisé)



Source : Banque mondiale, Transparency International, Verisk Maplecroft, et calculs des services du  
Note : Les trois indicateurs ont été normalisés entre 0 et 1.

## Promouvoir la croissance inclusive : la Conférence de Marrakech

La Conférence portera sur les moyens de s'attaquer aux problèmes prioritaires qui ont été identifiés, de gérer l'économie politique des réformes et d'intensifier leur mise en œuvre pour promouvoir les stratégies nationales en faveur d'une croissance inclusive. Les séances plénières tenteront de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les obstacles et les difficultés à surmonter afin de mettre en œuvre les politiques de croissance inclusive?
- Comment renforcer la mise en œuvre des réformes et élargir les possibilités offertes, en particulier aux jeunes et aux femmes?
- Comment les gouvernements peuvent-ils impliquer les citoyens dans l'élaboration des réformes pour une croissance inclusive?
- De quelle manière le FMI, le FMA et le FADES peuvent-ils contribuer à la mise en œuvre de ces réformes?

### Encadré 1. Stratégies en faveur de la croissance inclusive dans les pays de la région MENA

|                     |   |
|---------------------|---|
| Afghanistan         | Le Cadre national pour la paix et le développement conçu en 2016 vise à générer une croissance multisectorielle et inclusive et à créer de l'emploi. Il met en avant les politiques pour améliorer l'état de droit et lutter contre la corruption.  |
| Algérie             | En 2016, les autorités ont adopté une stratégie de grande ampleur pour s'orienter vers un modèle de croissance tiré par le secteur privé et réduire la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures. Le plan d'action prévoit de continuer les réformes pour améliorer la gouvernance économique et la transparence. Le gouvernement lancera des consultations à grande échelle pour promouvoir la réforme des subventions et adopter progressivement une politique de transferts sociaux.  |
| Arabie saoudite     | La stratégie Vision 2030 et le Programme de transformation nationale (PTN) envisagent une diversification économique ambitieuse et la création d'emplois pour les jeunes. L'objectif est également de permettre au secteur privé de jouer un rôle plus important, d'accroître la participation des femmes au marché du travail et l'accès à la propriété, et de transformer l'Arabie saoudite en centre financier et commercial international.  |
| Bahreïn             | Le soutien aux PME fourni par le Fond pour l'emploi et la Banque de développement a pris la forme de prêts bonifiés et d'une aide à la gestion d'entreprise. La Vision 2030 promeut le rôle du secteur privé et la diversification économique.  |
| Cisjordanie et Gaza | Le programme d'action 2017-22 favorise la justice sociale, l'éducation, la santé et la construction d'une société forte.  |
| Djibouti            | La Vision 2035 est un programme ambitieux visant à faire de Djibouti un pays à revenu intermédiaire d'ici 20 ans, en dopant la croissance à moyen terme, en veillant à ce qu'elle soit plus inclusive et en faisant baisser le chômage.   |
| ÉAU                 | La Vision 2021 a pour objectif de diversifier davantage l'économie et de faire du savoir son principal moteur.  |
| Égypte              | La Vision 2030 comporte des objectifs de croissance inclusive, prévoyant notamment de réduire la pauvreté, augmenter la participation des femmes au marché du travail, diminuer l'écart entre les sexes et améliorer le climat des affaires.  |
| Iran                | Le sixième Plan national de développement vise à promouvoir le secteur privé et à réduire la dépendance au pétrole. Les autorités ont aussi défini des objectifs spécifiques pour améliorer l'intégration des femmes à la population active.  |
| Jordanie            | La Vision 2025 est un cadre pour la politique publique visant à promouvoir l'assainissement des finances publiques et des réformes structurelles de grande ampleur pour créer les conditions d'une croissance plus inclusive.   |
| Koweït              | La stratégie de réforme gouvernementale fondée sur six piliers vise à soutenir un assainissement progressif des finances publiques et à stimuler l'essor du secteur privé et favoriser la diversification de l'économie, notamment par le biais de PPP, de privatisations et de réformes relatives au marché du travail et au climat des affaires. Les autorités ont également créé un fonds destiné à traiter le problème du financement des PME.  |
| Mauritanie          | Le premier pilier de la Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée 2016-30 consiste à promouvoir une croissance plus vigoureuse, durable et inclusive et à créer plus d'emplois.   |
| Maroc               | Les autorités ont différents projets pour s'attaquer à la question de la croissance inclusive, dont la Stratégie nationale pour l'emploi 2015-25, la Vision pour l'éducation 2015-30 et la Stratégie nationale de lutte contre la corruption.   |
| Oman                | Le neuvième Plan de développement quinquennal (2016-20) entend créer des possibilités d'emplois productifs pour les Omanais et améliorer leurs capacités et leurs compétences grâce à la diversification de l'économie, y compris en investissant dans les infrastructures, en renforçant le rôle du secteur privé et encourageant l'entrepreneuriat et les PME.  |
| Pakistan            | La Vision 2025, la Stratégie nationale pour l'inclusion financière 2015 et la Stratégie nationale de réforme de la pratique des affaires visent différents aspects des défis liés à la croissance inclusive.  |
| Qatar               | Le ministère de la Planification du développement et de la Statistique élabore sa deuxième Stratégie nationale de développement (2017-22) et met l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la gestion des finances publiques, et sur le cadre institutionnel requis pour conduire une politique budgétaire permettant la participation du secteur privé à l'économie. Cette stratégie complète la Vision nationale 2030, lancée en 2008, pour « faire du Qatar une société avancée capable de maintenir son développement à l'horizon 2030 ». |
| Somalie             | Le Plan de développement national prévoit, à moyen et long terme, des réformes dans les domaines suivants : dispositifs de protection sociale, participation des jeunes et des femmes, essor du secteur privé et accès aux financements.  |
| Tunisie             | La vision économique quinquennale pour 2016-2020 vise à promouvoir une croissance plus solide et plus inclusive.  |

Source : équipes-pays du FMI.

## References:

Crivelli, E. et al. (2012): « Can Policies Affect Employment Intensity of Growth? A Cross-Country Analysis », IMF Working Paper 12/218

Dabla-Norris, E., et al. (2014): "Anchoring growth: the importance of productivity-enhancing reforms in emerging market and developing economies. *Journal of International Commerce, Economics and Policy*, 5(02), 1450001.

FAO (2007): "The Status of Rural Poverty in the Near East and North Africa", Near East and North Africa Division.

Finger, H. et al. (2014): "Toward New Horizons. Arab Economic Transformation Amid Political Transitions", Middle East and Central Asia Department, IMF.

FMI (2014): "Measuring Inclusiveness in the MENAP and CCA Regions", Annex IV, Regional Economic Outlook, Middle East and Central Asia Department, IMF October.

FMI (2016a): "MENAP Oil Importers: Striving to Foster Inclusive Growth in a Challenging Environment", Chapter 2, Regional Economic Outlook, Middle East and Central Asia Department, IMF, October.

FMI (2016b): "Diversifying Government Revenue in the GCC. Next Steps", Gulf Cooperation Council, Annual Meeting of Ministers of Finance and Central Bank Governors, October.

FMI (2017a): "Fostering Inclusive Growth", G-20 Leaders' Summit, July 7-8, Hamburg, Germany, Group of Twenty.

FMI (2017b): "If Not Now, When? Energy Price Reform in Arab Countries", Annual Meeting of Arab Ministers of Finance, April, Rabat, Morocco.

FMI, 2017c, "Fiscal Monitor: Tackling Inequality" Washington, October.

FMI (2017d): Regional Economic Outlook, Middle East and Central Asia Department, October.

FMI (2018): "Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia", Middle East and Central Asia Department

Jewell, A. and al. (2015): "Fair Taxation in the Middle East and North Africa", Staff Discussion Note 15/16, IMF.

Kireyev, Alexei P., and Jingyang Chen. Inclusive Growth Framework. IMF Working Paper No. 17/127. International Monetary Fund, 2017.

Mitra, P. et al. (2016): "Avoiding the New Mediocre: Raising Long Term Growth in the Middle East and Central Asia", Middle East and Central Asia Department, IMF.

Sdravovich, C. et al. (2014): "Subsidy Reform in the Middle East and North Africa. Recent Progress and Challenges Ahead", Middle East and Central Asia Department, IMF

UNHCR (2016): "Middle East and North Africa. Regional Summaries", New York, NY

World Bank (2016): "Poverty and Shared Prosperity. Taking on Inequality", World Bank.